

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1993-1994

25 OCTOBRE 1993

Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques

(Déposée par MM. Lozie et Maertens)

DEVELOPPEMENTS

Le nombre croissant de jeunes qui entrent en contact avec la drogue provoque, dans la population, un malaise qui s'exprime le plus souvent à propos des drogues étrangères à notre sphère culturelle: le cannabis, la marihuana, l'héroïne, la cocaïne, l'ecstasy... On se préoccupe beaucoup moins souvent des drogues qui font partie intégrante de notre environnement culturel, comme le tabac ou l'alcool, bien qu'elles constituent toujours le problème majeur pour les jeunes. La présente proposition se limite aux drogues de la première catégorie, celles que l'on qualifie d'illégales.

La presse consacre un nombre croissant d'articles aux problèmes liés à la drogue. Des garçons et des filles de plus en plus jeunes meurent de surdosages. Les mégadancings sont devenus des lieux où l'on consomme la drogue sous toutes sortes de formes. D'aucuns vont jusqu'à établir un lien entre l'usage de drogues et le grand nombre de victimes de la route

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1993-1994

25 OKTOBER 1993

Voorstel van wet tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en anti-septica

(Ingediend door de heren Lozie en Maertens)

TOELICHTING

Mensen zijn ongerust. Steeds meer jongeren komen in contact met drugs. Hierbij denken we meestal aan de zogenaamde cultuurvreemde drugs: cannabis, marihuana, heroïne, cocaïne, XTC, ... Cultuureigen drugs zoals alcohol en tabak worden daarbij vaak vergeten, al vormen zij bij de jeugd tot op vandaag nog steeds het grootste probleem. Dit wetsvoorstel is beperkt tot een aanpak van de eerste groep, de groep drugs die als illegaal worden beschouwd.

In de kranten lezen we steeds meer over het drug-probleem. Jonge mensen sterven aan overdosissen, op steeds jeugdiger leeftijd. Megadancings worden woekernesten voor allerlei vormen van druggebruik. Het hoge aantal weekendslachtoffers in het verkeer wordt ook reeds in verband gebracht met druggebruik. Bovendien schenkt de pers steeds meer

pendant le week-end. Quant à la presse, elle consacre une attention croissante à la relation qui existe entre la criminalité et certaines formes de toxicomanie. Le sentiment d'insécurité s'accroît.

Notre pays pratique une politique purement répressive face à l'usage et au trafic de la drogue. Tout donne lieu à répression, de l'organisation de vastes réseaux de distribution de stupéfiants, soit de la marijuana à l'héroïne, en passant par l'ecstasy, le crack et la cocaïne, jusqu'à l'usage insignifiant de drogues.

En raison de cette interdiction absolue, un grand nombre de produits coûtent très cher, si bien que les personnes qui souffrent d'accoutumance à ceux-ci manquent très vite d'argent. Elles franchissent alors très vite le pas vers la criminalité ordinaire, qui peut aller de petits vols à des crimes graves. Tôt ou tard, le délinquant se retrouve en prison, ce qui ne fait que faciliter le contact avec le véritable milieu criminel et favoriser le contact avec les drogues. Celles-ci circulent, en effet, dans tous les établissements pénitentiaires et pratiquement aucun toxicomane ne sort de prison désaccoutumé. Sa remise en liberté n'est le plus souvent qu'une phase intermédiaire bientôt suivie d'une nouvelle détention ou se terminant par un accident dû au surdosage.

Cette politique de répression a donné naissance à un marché noir extrêmement lucratif et, partant, à l'exploitation et à la fraude. Le trafic des drogues est une affaire de gros sous gagnés sur le dos des utilisateurs et des toxicomanes.

Le *Financial Task Force* du Groupe des 7 a estimé qu'en 1989, la vente de cocaïne, d'héroïne et de cannabis en Europe et aux Etats-Unis a rapporté 122 milliards de dollars (4 026 milliards de francs) dont 50 à 70 p.c. ont pu être blanchis. Le trafic des autres drogues interdites rapporterait 500 milliards de dollars en plus.

Or, selon la logique économique, ce marché noir ne peut que s'étendre, et c'est ce qu'il fait, si bien que l'on constate que les trafiquants s'adressent surtout, désormais, aux adolescents de moins de 14 ans, car le milieu de la drogue est un milieu dur qui ne s'embarrasse guère de scrupules.

On peut se demander si la politique purement répressive est la bonne en l'espèce. Nous estimons que non au vu de l'évolution manifeste que nous notons au niveau international.

Dans son numéro du 15 mai 1993, *The Economist*, qui est une revue économique prestigieuse, publie un article intitulé «Bring drugs within the law». Le titre est significatif du fait que le journal s'attend à un changement de la politique américaine concernant les drogues et espère que M. Clinton pourra en être l'initiateur. Les prisons risquent d'être surpeuplées, non seulement de trafiquants, mais aussi de drogués. La situation n'est pas différente dans notre pays.

aandacht aan de criminaliteit die gekoppeld is aan bepaalde vormen van druggebruik. Er ontstaat een groter gevoel van onveiligheid.

In ons land is het beleid t.o.v. druggebruik en -handel louter repressief. Alles is strafbaar: van het kleinste gebruik tot de organisatie van het grootste dealernet, van marijuana tot heroïne, over XTC, crack en cocaïne.

Door dit algemeen verbod zijn heel wat produkten zeer duur. Wie eraan verslaafd is, komt snel tot geldgebrek. En dan is de stap naar de gewone criminaliteit vlug gemaakt: van kleine diefstallen tot zware misdaden. Vroeg of laat belandt men in de gevangenis, waar men nog sneller in contact komt met het echte criminele milieu, en met nog meer drugs. Immers, geen enkele gevangenis is drugvrij. Nagenoeg geen enkele verslaafde verlaat drugvrij de gevangenis. Zijn vrijheid is meestal maar een tussenstap naar een volgende hechtenis, of naar een overdosis.

Dit repressief beleid geeft aanleiding tot het ontstaan van een zeer winstgevende zwarte markt, met alle gevolgen van uitbuiting en fraude. Hier wordt grof geld verdiend, op de rug van de gebruiker en de verslaafde.

De verkoop van cocaïne, heroïne en cannabis in Europa en de U.S.A. heeft volgens ramingen van de *Financial Task Force* van de Groep van de 7, in 1989 122 miljard dollar (4 026 miljard frank) opgebracht. 50 tot 70 pct. daarvan kan worden witgewassen. De overige illegale drugs vallen daarbuiten en zouden nog eens 500 miljard dollar opbrengen.

En deze zwarte markt moet blijven groeien, gevolg van de economische logica. Vandaar dat nu vooral tieners jonger dan 14 jaar worden benaderd. Want de harde drugwereld heeft geen scrupules.

Is een louter repressieve aanpak van dit drugprobleem wel de juiste weg? Wij menen van niet. Internationaal is er een duidelijke evolutie merkbaar.

Zo blokletterde *The Economist*, toch een zeer gerespecteerd economisch tijdschrift, op 15 mei 1993: «Bring drugs within the law». Deze veelbetekenende titel geeft aan dat dit blad verwacht dat er een ander drugbeleid komt in Amerika en daarbij wordt er verwachtingsvol naar Clinton gekeken. De gevangnissen dreigen overvol te geraken, niet alleen met drughandelaars, maar vooral ook met druggebruikers. In ons land is de situatie niet anders. Het

L'auteur de l'article précité redoute que l'afflux de dossiers relatifs aux drogués ne provoque l'effondrement du système judiciaire. Bien des juges, des avocats et des hommes politiques clament haut et fort qu'une autre politique s'impose en matière de drogues. Aux E.-U., bien des juges fédéraux refusent désormais d'engager des poursuites dans des affaires de drogues. Il semble qu'on a ouvert une discussion sur les voies à suivre pour élaborer une politique nouvelle de lutte contre le trafic de drogues, notamment en matière législative. En fait, l'article précité plaide pour une légalisation qui vaudrait simplement pour le cannabis (ou les drogues dites douces) dans un premier stade.

On peut noter certains parallélismes avec ce qui se passe en Europe. C'est ainsi qu'en Allemagne, un juge de Lübeck, M. Neskovic, refuse de trancher dans un dossier relatif au cannabis. Dans un arrêt de 75 pages, il affirme que, dans les dossiers relatifs au cannabis, toutes poursuites sont contraires à la Constitution allemande. Il demande que la Cour suprême allemande se prononce en la matière.

En fait, les conceptions que nous venons d'évoquer et qui existent également aux Pays-Bas, partent de l'idée que, dans la plupart des affaires de toxicomanie, on empêche la justice de lutter contre la véritable criminalité (« to fight more serious and violent crime »), ce qui revient à dire qu'il faut cesser de traiter le drogué en criminel. Il est par ailleurs incontestable que la majeure partie de cette criminalité, la grande (organisations criminelles) et la petite (le drogué qui doit s'approvisionner) confondues, vient du fait que les drogues ont été déclarées illégales.

Il est évident qu'une intensification de la répression ne ferait qu'aggraver les choses. Ce n'est pas pour rien que l'*Economist* parle d'une « risk premium » que les organisations criminelles parviennent à empocher par le biais de grosses fortunes. Le journal ne manque pas de faire le parallèle avec la période de la prohibition (de l'alcool) des années 1920-1933 et, notamment, avec la situation catastrophique qu'elle a engendrée en ce qui concerne la santé publique et la sécurité aux Etats-Unis. Son message est clair: légalisons la drogue.

La présente proposition poursuit un triple objectif:

- a) La dépénalisation de l'usage personnel de drogues (art. 2 et 3);
- b) L'élaboration d'un régime d'autorisation pour ce qui est de la production et du commerce de cannabis (art. 1^{er});
- c) L'affectation des montants résultant des confiscations à la lutte contre le trafic de la drogue (art. 4).

bewuste artikel uit de vrees dat de toevloed van « drugcases » het gerechtelijk systeem dreigt in elkaar te doen stuiken. Verscheidene rechters, advocaten, en politici in de U.S.A. vragen dan ook hardop om een nieuw drugbeleid. Vele federale rechters in de U.S.A. weigeren nu gewoon om nog drugzaken te vervolgen. Op dit moment lijkt in de U.S.A. een discussie op gang te komen over andere wegen voor een nieuw drugbeleid, en die andere wegen houden ook legalisatie in. Het artikel in bovengenoemd tijdschrift houdt in feite een pleidooi voor legalisatie, zij het in de eerste plaats alleen voor cannabis (soft drugs).

Er zijn parallellen aan te geven met Europa, o.a. Duitsland, waar een rechter te Lübeck, namelijk rechter Neskovic, weigert een uitspraak te doen in een cannabiszaak. Deze rechter stelt vast dat cannabisvervolgning in strijd is met de Duitse grondwet (arrest van 75 pagina's). De rechter vraagt dat het Hooggerechts-hof in Duitsland zich hierover uitspreekt.

In feite gaan de hierboven aangehaalde opvattingen, reken daar ook Nederland bij, ervan uit dat de meeste drugzaken het gerecht in feite afhouden van het aanpakken van de echte misdaad, letterlijk: « to fight more serious and violent crime ». In feite zegt men ook: stop met het criminaliseren van de druggebruiker. Ook is het onmiskenbaar zo dat de meeste criminaliteit, zowel de grote (criminele organisaties), als de kleine criminaliteit (verwervingscriminaliteit van de gebruiker) alles te maken heeft met het illegale karakter van de drugs.

Het is duidelijk dat het opvoeren van repressie in feite de situatie alleen maar kan doen verslechteren. *The Economist* spreekt ook niet voor niets over de « risk-premium » die de misdadige organisaties via grote fortuinen kunnen binnenhalen; het tijdschrift laat ook niet na om de vergelijking te maken met de droogleggingsperiode van 1920-1933 (prohibitie van alcohol) en met name de catastrofale gevolgen die deze periode gehad heeft op de volksgezondheid en de veiligheid in de USA. Breng drugs binnen de wet, is duidelijk de boodschap.

Dit wetsvoorstel beoogt derhalve een driedelig doel:

- a) Het eigen gebruik van drugs uit de strafwet halen (artikelen 2 en 3);
- b) Het uitwerken van een vergunningsstelsel voor de produktie en handel van cannabisprodukten (artikel 1);
- c) Het toewijzen van de geldsommen die vrijkomen ten gevolge van verbeurdverklaringen in het kader van de strijd tegen de drughandel (artikel 4).

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article premier

La loi du 24 février 1921 est en fait une loi-cadre qui habilite le Gouvernement à prendre un certain nombre d'initiatives dans le domaine des drogues. La loi proposée ici charge le Gouvernement de mettre en place une politique spécifique concernant les produits fabriqués à partir du cannabis. L'article énumère quelques principes de base qui devront inspirer cette politique.

L'objectif est, entre autres, de prévoir des mesures réglementant le marché actuellement illégal de la drogue. Les services qui sont chargés de la lutte contre la drogue reconnaissent d'ores et déjà leur impuissance à gagner la bataille, et déclarent qu'ils peuvent tout au plus tenter de maîtriser plus ou moins le problème.

Les dispositions de l'article 1^{er} dotent les diverses instances d'un instrument leur permettant d'intervenir sur le marché en ce qui concerne un nombre limité de produits, selon des procédures légalement définies, ce qui devrait leur permettre d'acquérir une connaissance suffisante des milieux du trafic et aussi d'entrer en contact avec bon nombre d'utilisateurs, avant que ceux-ci n'aient à affronter le crime organisé.

Les accises permettront de financer le contrôle du respect des dispositions légales et donc de l'organiser.

Articles 2 et 3

Il n'est pas souhaitable que l'on prévoie des sanctions et, moins encore, que l'on prévoie des peines d'emprisonnement à infliger aux personnes qui utilisent des stupéfiants sans violer d'autres dispositions pénales, du moins pas en ce qui concerne l'utilisation faite par des majeurs.

Le deuxième alinéa de l'article 2 vise à légaliser « l'usage en groupe » qui est réprimé par l'article 3 actuel de la loi du 24 février 1921, lorsque le groupe en question est un groupe formé exclusivement de personnes majeures appartenant à une même famille. La notion de famille devra être interprétée par le juge, étant entendu que sont visés aussi bien les couples mariés que les personnes engagées dans une cohabitation durable et ayant un ménage commun.

Article 4

La loi du 17 juillet 1990 étend sensiblement les possibilités de confiscation prévue à l'article 42 du Code pénal, en appliquant la confiscation spéciale

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 1

De wet van 24 februari 1921 is in feite een kaderwet die de regering de opdracht geeft een aantal initiatieven te nemen in het domein van de drugproblematiek. Dit voorstel geeft aan de regering meteen ook de opdracht een specifiek beleid uit te werken met betrekking tot de cannabisprodukten. Enkele basisprincipes voor dit beleid worden in het artikel opgesomd.

Het is onder meer de bedoeling regelend tussen te komen op de nu illegale markt van de drugs. De diensten die belast zijn met de strijd tegen de drugs verklaren vandaag reeds dat zij die strijd onmogelijk kunnen winnen en dat zij zich hooguit kunnen richten op een poging tot beheersing van het probleem.

Het voorstel beschreven in dit artikel biedt de verschillende overheden een middel om op de markt in te grijpen, voor een beperkt aantal produkten, en op de wettelijk voorgeschreven wijze. Op die manier kan de nodige ervaring opgedaan worden omtrent het reilen en zeilen in de wereld van de drughandel, en verkrijgt men contact met heel wat gebruikers, vooraleer zij met de georganiseerde misdaad in aanraking hoeven te komen.

Via accijnzen kan de controle op de wettelijke voorschriften gefinancierd en dan ook georganiseerd worden.

Artikelen 2 en 3

Het is niet wenselijk straffen, laat staangevangenisstraf op te leggen aan personen die verdovende middelen gebruiken en geen andere strafbepalingen overtreden. Het gaat hier evenwel alleen om het gebruik door meerderjarigen.

Het tweede lid van artikel 2 heeft tot doel het « gebruik in groep », dat in artikel 3 van de wet van 24 februari 1921 strafbaar wordt gesteld, te legaliseren voor louter gebruik dat zich uitsluitend afspeelt tussen de meerderjarige leden van een zelfde gezin. De term « gezin » dient door de rechter geïnterpreteerd te worden, het omvat in ieder geval de gehuwde echtparen, maar ook personen die op duurzame wijze samenwonen en een gezamenlijke huishouding hebben.

Artikel 4

De wet van 17 juli 1990 heeft de mogelijkheid tot verbeurdverklaring, zoals omschreven in artikel 42 van het Strafwetboek aanzienlijk uitgebreid, met

aux avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction. Dans des dossiers concernant des stupéfiants, l'on voit parfois opérer des saisies et des confiscations de sommes importantes ou de biens de grande valeur (voitures, immeubles). Actuellement, les sommes ou biens sont acquis aux Voies et Moyens généraux. Dans notre proposition, qui s'inspire de la résolution A3-0341/91 du Parlement européen sur l'éducation sanitaire et l'abus de stupéfiants, les fonds provenant de la confiscation des avoirs des trafiquants de drogue sont utilisés pour financer toutes les actions préventives et, plus particulièrement, pour faciliter l'éducation au niveau local et national.

Généralement, les toxicomanes se trouvent dans des situations financières plus que précaires. Les traitements de désintoxication sont onéreux, et la question du ticket modérateur constitue déjà un problème pour les intéressés. L'augmentation récente de ce ticket modérateur multiplie les difficultés des centres de désintoxication qui ne peuvent pas recouvrer eux-mêmes ces montants auprès des toxicomanes.

La création d'un « fonds social » pourrait apporter un début de solution et alléger les dettes financières qui grèvent le budget d'anciens toxicomanes. Les personnes qui parviennent à s'affranchir de leur dépendance méritent un soutien particulier qui soit susceptible de promouvoir leur réinsertion sociale. Il est difficile d'imaginer meilleurs bailleurs de fonds que les milieux de la drogue eux-mêmes.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article premier

L'article 1^{er} de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, est complété par les dispositions suivantes:

« Le gouvernement peut prévoir un régime particulier pour la culture et le commerce intérieur du cannabis et de ses dérivés en s'inspirant des critères suivants:

— la culture doit être pratiquée sur de petites surfaces et concerner des quantités limitées, pour que l'on ne voie pas se créer une production à l'échelle industrielle;

— il y a lieu de constituer, au sein du Ministère de la Santé publique, en collaboration avec les Affaires

name door de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf zijn verkregen voor verbeurdverklaring vatbaar te verklaren. In drugzaken worden soms aanzienlijke geldsommen of waardevolle goederen (voertuigen, zelfs onroerend goed) inbeslaggenomen en verbeurdverklaard. Deze waarden vallen nu in de algemene rijksmiddelen. Wij inspireren ons voor dit voorstel op de Resolutie A3-0341/91 « over gezondheidsonderricht en drugmisbruik » van het Europees Parlement. Dit « ... dringt erop aan dat het als gevolg van de inbeslagneming van de baten van drughandelaars beschikbare geld wordt gebruikt voor preventieve maatregelen in het bijzonder ter bevordering van de voorlichting op lokaal en nationaal niveau. »

Een verslaafde verkeert meestal in een zeer moeilijke financiële situatie. De behandeling naar ontwenning toe is zeer duur en zelfs het remgeld is voor de betrokkene een probleem. Met de recente verhoging van het remgeld komen de behandelingscentra steeds meer in de problemen omdat zij zelfs dit remgeld van de betrokkenen niet kunnen innen.

Een soort sociaal fonds zou hier een oplossing kunnen bieden, ook voor de verlichting van de financiële schulden die nog op de schouders van ex-verslaafden rusten. Mensen die erin slagen uit hun verslaving vrij te komen verdienen een extra steun om de integratie in een normaal bestaan te bevorderen. Waar kan het geld beter vandaan komen dan van de drugwereld zelf?

Frans LOZIE.

*
* *

VOORSTEL VAN WET

Artikel 1

Artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen, verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica wordt aangevuld als volgt:

« De Regering wordt gemachtigd een afzonderlijke regeling uit te werken voor het verbouwen en de binnenlandse handel van cannabis en cannabisprodukten, gebaseerd op volgende principes:

— het verbouwen gebeurt op een kleine oppervlakte, in beperkte hoeveelheden, teneinde geen industriële produktie tot stand te brengen;

— binnen het Ministerie van Volksgezondheid, in samenwerking met Economische Zaken en Financiën

économiques et les Finances, un service fédéral chargé de fixer les règles applicables au commerce intérieur du cannabis et de ses dérivés. Ces règles comporteront, notamment, des dispositions relatives aux quantités, aux normes de qualité, au contrôle et à l'information des consommateurs;

— la culture et le commerce du cannabis et de ses dérivés sont interdits, sauf autorisation préalable du service précité ou de l'administration dûment mandatée par celui-ci;

— la vente et l'offre en vente de dérivés du cannabis est interdite dans les établissements qui vendent également de l'alcool;

— toute vente ou offre en vente de dérivés du cannabis à des mineurs d'âge est interdite;

— une réglementation rigoureuse de la publicité pour des dérivés du cannabis;

— la culture et la vente du cannabis et de ses dérivés tombent sous l'application des dispositions de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises.»

Art. 2

L'article 3, premier alinéa, de la même loi, est remplacé par le texte suivant:

« L'usage personnel des substances visées à l'article 2bis, § 1^{er}, la culture, l'importation, la fabrication, le transport, la détention et l'acquisition de ces substances, lorsqu'elles sont destinées exclusivement à l'usage personnel de la personne concernée, ne constituent pas une infraction.

L'usage qui est le fait de deux ou de plusieurs personnes majeures constituant ensemble une famille, est également considéré comme personnel.

Les personnes qui font usage desdites substances en groupe, dans des conditions non définies à l'alinéa précédent, seront punies des peines prévues à l'article 2bis.»

Art. 3

Insérer, à l'article 9 de la même loi, entre les mots « ou ont » et les mots « , en vue de leur consommation personnelle », le mot « principalement ».

Art. 4

La même loi est complétée par un article 10 rédigé comme suit:

« Article 10. — Les montants et les produits provenant de la vente des objets confisqués en application de l'article 4, § 6, de la présente loi ou des articles 42, 43 et 43bis du Code pénal, seront affectés exclusive-

ment à une fédération nationale de lutte contre le trafic de cannabis. »

— het verbouwen van of handel in cannabisprodukten is niet toegestaan zonder voorafgaande vergunning van de bovenvermelde dienst of het daartoe door deze dienst gemandateerd bestuur;

— het te koop aanbieden van cannabisprodukten is verboden in inrichtingen waar tevens alcohol te koop wordt aangeboden;

— de verkoop of het te koop aanbieden van cannabisprodukten aan minderjarigen is verboden;

— een strenge reglementering van reclame voor cannabisprodukten;

— het verbouwen van en de handel in cannabisprodukten vallen onder de bepalingen van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen.»

Art. 2

Artikel 3, eerste lid, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt:

« Het persoonlijk gebruik van de stoffen genoemd in artikel 2bis, § 1, is niet strafbaar, evenmin als het verbouwen, de invoer, het vervaardigen, het vervoer, het bezit, of de aanschaf, wanneer die uitsluitend het eigen gebruik van de betrokkene tot doel hebben.

Als persoonlijk gebruik wordt eveneens het gebruik beschouwd van twee of meer meerderjarige personen, die met elkaar een gezin vormen.

Met de straffen vermeld in artikel 2bis worden gestraft zij die de genoemde stoffen in groep gebruiken, verschillend van de bepalingen in voorgaand lid.»

Art. 3

In artikel 9 van dezelfde wet worden tussen de woorden « op onwettige wijze » en de woorden « met het oog op eigen gebruik » de woorden « in hoofdzaak » ingevoegd.

Art. 4

Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 10, luidende als volgt:

« Artikel 10. — Onverminderd de rechten van derden worden de geldsommen evenals de opbrengst van de verkoop van alle voorwerpen die met toepassing van artikel 4, § 6, van deze wet, of van de artike-

ment à l'information et à la prévention en matière de consommation de stupéfiants ainsi qu'au traitement et à l'encadrement de personnes qui consomment ces substances, sans préjudice des droits de tiers. Cette affectation sera définie expressément dans le jugement. Lorsque le jugement ordonnant la confiscation omet de définir cette affectation particulière, le juge qui connaît du recours pourra à tout instant l'ordonner, sur simple opposition ou sur appel du condamné. Si le jugement a acquis force de chose jugée, l'affectation particulière pourra être ordonnée par un jugement distinct, sur requête unilatérale du procureur du Roi.

Le Roi prend les arrêtés nécessaires à la mise en œuvre de la présente disposition. Il peut créer à cet effet un ou plusieurs fonds spéciaux ou arrêter d'autres modalités concernant l'affectation des fonds visés par le présent article. »

len 42, 43 en 43bis van het Strafwetboek verbeurdverklaard worden, uitsluitend aangewend voor de voorlichting en de preventie inzake het gebruik van verdovende middelen en voor de behandeling of begeleiding van personen die deze middelen gebruiken. De rechtbank beveelt deze bestemming uitdrukkelijk in het vonnis. Indien het vonnis dat de verbeurdverklaring beveelt, deze bijzondere bestemming niet aangeeft, kan dit, zelfs op enkel verzet of beroep van de veroordeelde, altijd worden bevolen door de rechter, die van het rechtsmiddel kennis neemt. Heeft het vonnis kracht van gewijsde, dan kan de bijzondere bestemming alsnog in een afzonderlijk vonnis, op eenzijdig verzoek van de Procureur des Konings, worden vastgelegd.

De Koning vaardigt de nodige besluiten uit voor de tenuitvoerlegging van deze bepaling. Hij kan daartoe een of meer bijzondere fondsen oprichten, of andere regels bepalen voor de bestemming van de in dit artikel bedoelde gelden. »

Frans LOZIE.
Michiel MAERTENS.